

**Extraits de travaux d'étudiants
de licence (1 et 2) en sociologie,
rendus dans le cadre des « permanences de grèves »
menées à Lille 1, en opposition à la « LRU »,
pendant le deuxième semestre de l'année 2008-2009 :**

*Petite contribution à l'idée que les mouvements de grève à
l'université ne sont pas seulement synonymes de perturbations
professionnelles, mais aussi de stimulation intellectuelle.*

Premier extrait

C'est au XIXe siècle que remonte la naissance de la sociologie dont le développement est le résultat des réflexions engagées par les auteurs critiques. Nés au XIXe siècle, ces penseurs ont émis des idées qui s'étendent de 1830 à 1930, soit une période d'un siècle pendant laquelle la sociologie se construit comme une discipline. Il existe certes avant cela des réflexions sur la société produites par des penseurs divers comme Platon, Hobbes, Montesquieu ou Rousseau. Si l'on peut les admettre comme des précurseurs de la pensée sociologique, leurs discours révèlent toutefois une orientation philosophique et morale qui déclinera avec l'autonomie de la sociologie. Cependant la sociologie en gestation ne se démarque pas radicalement de la philosophie qui expose ses plus grandes perceptions, tout en produisant un type de traitement de ses questionnements résolument nouveau. Or, la naissance de la sociologie s'est faite dans un contexte historique et social bien défini. La société de l'Ancien Régime cède sa place à une société moderne qui restructure son mode d'organisation sociale. Trois événements essentiels vont capter l'attention des pionniers de la Sociologie : l'industrialisation, l'urbanisation et la démocratisation des institutions. Bref, l'émergence de la sociologie se fait dans le sillage de l'apparition d'une société nouvelle. Les bases politiques, économiques, sociales et culturelles de la société de l'Ancien Régime sont secouées. La visée des premiers sociologues revenait à penser la transition de la société traditionnelle à la société moderne. Une question se pose au centre de tout ces processus : quels sont les fondements sociaux de la « modernité » ?

La modernité devient donc l'objet fondamental de la sociologie. La tâche de la nouvelle discipline est de la dépeindre, la comparer, la comprendre, l'interpréter et la diagnostiquer. De telles ambitions exigent un savoir autonome qui construit progressivement sa scientificité.

[...] La connaissance, selon Auguste Comte, doit reposer sur l'observation de la réalité mesurée d'une façon scientifique, et non sur des connaissances a priori. Le positivisme constitue donc une systématisation du rationalisme, accompagnée d'une sorte de confiance absolue dans la science fondée sur un déterminisme mécaniste. L'auteur affirme, en effet, que la validité scientifique du savoir doit s'appuyer sur une observation systématiquement menée et, plus généralement, sur l'expérience, qui suppose la mise en œuvre d'une expérimentation [...].

Selon Comte, il faut sortir du chaos dans lequel la Révolution a plongé durablement les sociétés européennes. D'où son ralliement à Louis-Napoléon Bonaparte lors du coup d'État de décembre 1851. Mais pour cela, la science n'est pas suffisante. Il lui apparaît nécessaire que la connaissance scientifique se mue en véritable pouvoir spirituel, afin que les savants deviennent en quelque sorte des prêtres travaillant à la restauration de la solidarité sociale.

Yasmina Yousfi

Deuxième extrait

Dans *De la misère des classes laborieuses en Angleterre et en France* (1840), Eugène Buret (1810-1842) explique qu'il doit y avoir une prise de conscience des classes dirigeantes pour améliorer les conditions d'existence des pauvres : « Il faut ou trouver un remède efficace à la plaie du paupérisme ou se préparer à un bouleversement du monde. » La haute société de

l'époque a donc peur de cet état d'indigence qui, à terme, peut menacer l'ordre politique et moral. La bourgeoisie industrielle veut repérer les problèmes de manière à résoudre les difficultés sociales, mais aussi pour mieux contrôler la société. Un tel projet d'amélioration des conditions de vie dramatiques de ces classes, en effet, vise surtout à éviter des désordres et des explosions révolutionnaires.

[...] On peut voir en Frédéric Le play l'un des fondateurs de la sociologie de terrain. C'est un précurseur des grandes enquêtes sociologiques. Les monographies sont un moyen de connaître la société dans son ensemble : elles sont révélatrices de l'ordre social. Elles permettent d'éclairer les problèmes sociaux dont elles rendent compte, et de faciliter leur résolution. Dans son enquête à l'étranger pour le compte de l'« administration des mines », il se distingue dans la démarche monographique en étudiant les mineurs européens pendant plus de deux décennies, et en réalisant 58 études minutieuses de familles ouvrières.

[...] La méthode des monographies ouvrières permettra selon Le Play de mettre en œuvre la réforme sociale. Au travers des monographies, il souhaite mettre au jour les vices de la constitution sociale pour amener la « Réforme ». L'investigation monographique sert aussi de base empirique à une théorisation du fonctionnement des sociétés dont la finalité est, en dernière instance, également pratique. En 1856, il crée la « Société d'économie sociale » qui a pour but de mettre au jour, par le biais de l'observation directe des faits, la condition physique et morale des ouvriers. La mise au grand jour des conditions physiques et morales a pour ambition ensuite de réformer socialement sans l'intervention de l'État. Pour Le Play, la connaissance, y compris théorique, doit être réinvestie dans la pratique et déboucher sur la définition de principes d'action sociale en vue de transformer la société. Pour lui, il n'y a pas de science pure ou fondamentale coupée de ses applications pratiques : la théorie et la pratique ne s'opposent pas. Elles forment un tout.

[...] Frédéric Le Play, dans les manuels de sociologie, n'est pas nécessairement considéré comme UN fondateur de la sociologie. Il a même plutôt, pendant un certain temps, été occulté de la tradition sociologique. On peut considérer cette invisibilité à son égard comme une « erreur », dans la mesure où sa méthode est totalement d'actualité aujourd'hui.

[...] Nous-mêmes en « technique de recherche » cette année, nous faisons l'expérience du terrain, de l'observation des pratiques, d'un lieu, des groupes de personnes, des comportements ; nous nous essayons également à l'entretien semi-directif qui permet la vérification et l'approfondissement des données recueillies préalablement sur le terrain.

On peut penser que Le Play et son école ont été tus pendant longtemps car on considérait que de la part de moralisateurs et de réactionnaires on ne pouvait amener que régression du monde scientifique et politique. Les le playsiens ne se sont pas institués de manière officielle à l'université comme Durkheim par exemple. En effet, ceux-ci ne dissocient pas recherche et action, connaissance et réforme, alors que les universitaires sont plutôt des individus prônant la neutralité du savoir et la non implication du chercheur. Les le playsiens sont donc impliqués et cherchent à donner des réponses, des solutions aux problèmes qu'ils observent. Ces questions d'interventions ou de non-intervention sont essentielles car la question à *quoi sert la sociologie?* se pose souvent. Doit-elle directement intervenir dans la société, prendre en charge les problèmes sociaux, ou doit elle permettre d'éclairer, d'orienter a priori les politiques ?...

Ouarda Ramdani

Troisième extrait

On peut opposer deux types d'Université : le nouveau modèle américain et l'ancien modèle européen. D'un côté nous avons le service que l'on paye cher et dont le seul but est la stricte acquisition de connaissance en vue de correspondre au marché du travail, de l'autre nous avons plutôt le service à « bas prix » mais dont la qualité réside dans l'enseignement dont le but premier est la consolidation d'une pensée personnelle et critique en se souciant peu des demandes du marché du travail. [...] d'un côté on donne des connaissances, de l'autre on apprend à penser.

[...] La politique aujourd'hui se résume à l'ambition et à l'assouvissement de son envie de pouvoir. Aux origines, le politique avait pour seul et unique but d'améliorer la vie au sein de la cité (*polis*, en grec, signifie la cité). La politique est donc non pas une fonction, voire un métier, mais plutôt une faculté à se vouer au service de ses concitoyens et de sa nation.

[...] Aujourd'hui, on prétend être dans une démocratie – celle-ci caractériserait l'Occident. L'effet négatif est qu'au nom de celle-ci, on réclame toujours plus de libertés. La liberté est certes importante dans une société, mais encore faudrait-il qu'elle ait un minimum de signification. Sinon, on risque de voir disparaître les premières libertés qui à mon sens sont les plus importantes et doivent être protégées, sans quoi nous rentrerons dans une phase de régime totalitaire. Les libertés qui sont sans cesse réclamées au nom de cette démocratie ont généralement pour seul but une libéralisation plus accrue du capitalisme (moyen par lequel s'organise l'économie de manière autonome) [...]. L'argent est devenu la première des qualités humaines. Pourvu que l'on soit riche, peu importe la culture.

[...] Aujourd'hui, au sein même de l'entreprise il est question de recherche. Mais à la différence de la recherche scientifique, elle ne constitue pas une source de réflexion, ni même de connaissance si ce n'est dans l'amélioration d'un produit. On oppose ici l'être humain au produit, mais l'amalgame est fait dans leur quête commune d'amélioration de leurs conditions.

En France, le premier politique à avoir contribué à cette évolution n'est autre que le premier président de la cinquième république, le Général de Gaulle, qui a dit : « [En France] des chercheurs qui cherchent on en trouve, mais des chercheurs qui trouvent on en cherche ! ». On ressent bien alors l'estime qu'a la population française envers ses savants. [...] On est amené à croire, du moins c'est la signification qui lui confère le sens commun, que la recherche n'est qu'une perte de temps, toutes les grandes avancées ont déjà été produites, l'Homme a atteint un haut niveau de connaissances et de capacités à réfléchir sur lui-même.

[...] On ne peut pas fixer des objectifs, et encore moins par la bureaucratie politique, à la recherche. Le savant n'est pas là pour donner du prestige à tel ou tel gouvernement en place, ni pour répondre à des besoins particuliers. Au contraire, il doit chercher là où cela lui semble judicieux en fonction d'un système de principes propre ; là où il croit pouvoir apporter une réflexion ou une critique qui soit la sienne, selon ses idéaux et ses convictions : la pensée est une recherche par définition.

L'utilité du savant n'est pas limitable géographiquement ni humainement, le savant se voue au service de l'Humanité entière, la recherche ne peut, ni ne doit être asservi au politique ou à l'économie. Le projet de Loi sur la « Responsabilité des Universités » semble pourtant avoir un avis différent, comme en témoigne l'article premier qui fixe les six missions du service public de l'enseignement supérieur :

1° La formation initiale et continue ;

- 2° La recherche scientifique et technologique, la diffusion et la valorisation de ses résultats ;
- 3° L'orientation et l'insertion professionnelle ;
- 4° La diffusion de la culture et l'information scientifique et technique ;
- 5° La participation à la construction de l'Espace européen de l'enseignement supérieur et de la recherche ;
- 6° La coopération internationale.

On constate bien, en suivant ici Weber, une subordination du « savant » au « politique », mais aussi et surtout le fait que l'université, alors lieu de recherche et de pensée où le savant exerce pleinement, se voit confier d'autres responsabilités que celle d'être un foyer cognitif de réflexion et de critique.

En effet, on lui demande en plus de professionnaliser ses compétences, et d'être ouverte et flexible non seulement au marché du travail, mais aussi à la mobilité géographique. Par là, le politique répond plus à des attentes en termes de croissance économique, que d'amélioration des connaissances ou des conditions dans lesquelles vit la société. Le discours prononcé dorénavant est que s'il y a croissance économique, alors il y aura élévation non seulement du niveau de vie, mais également du mode de vie (toujours à en croire le modèle états-unien). Dès lors la recherche n'a plus à se préoccuper du « comment vivre mieux », mais alors à quoi sert la recherche ?

Pour beaucoup, la recherche n'est importante que quand elle est porteuse de résultats. Elle n'est donc plus une finalité, mais bel et bien un moyen, autant de moyens que peuvent utiliser aussi bien l'entreprise, en vue d'accroître sa valeur ajoutée, que les politiciens, dans une perspective de contrôle de la société, de résolution de conflits.

[...] Finalement, le politique s'occupe, ou plutôt attaque, directement la source des réflexions et des visions du monde en s'en prenant directement au savant. Il est dit dans l'article 2 : « Dans l'accomplissement des missions relatives à l'enseignement et à la recherche, ils jouissent, d'une pleine indépendance et d'une entière liberté d'expression, sous la réserve que leur imposent, conformément aux traditions universitaires et aux dispositions du code de l'éducation, les principes de tolérance et d'objectivité. » Ceci aurait pu être vrai s'il n'y avait pas eu la mention à l'article sept, alinéa un : « Chaque enseignant-chercheur établit, au moins tous les quatre ans, et à chaque fois qu'il est candidat à une promotion, un rapport mentionnant l'ensemble de ses activités et leurs évolutions éventuelles. Ce rapport est remis au président ou directeur de l'établissement qui en assure la transmission au Conseil national des universités ». Une autonomie sous surveillance, donc, mais surtout sous dépendance.

[...] Il est alors plus question d'expert que de savant. Le premier recherchant des résultats en réponse à une attente ; le second, plutôt soucieux de ses sentiments initiaux, recherchant au contraire des réponses à ses propres questions sans se préoccuper des répercussions que cela pourrait avoir dans la mesure où il cherche avant tout une vérité.

Ferhat Mehouek

Quatrième extrait

Le projet de masterisation des concours de recrutement des enseignants du premier et du second degré présenté le 13 octobre 2008, tout en répondant favorablement à de vieilles revendications syndicales, est censé répondre à certaines difficultés rencontrées par les IUFM (depuis leur mise sur pieds il y a 17 ans) :

- * Sanctionner la formation en IUFM par un diplôme, le master.
- * Amener de ce fait les professeurs des écoles et les titulaires du CAPES à un degré de qualification (Bac+5 au lieu de Bac+3) et de rémunération supérieur.
- * Améliorer la formation des enseignants grâce à l'allongement de leurs études.

Mais derrière ces aspects « gratifiants » se cachent la vérité!

* Les professeurs des écoles et du second degré suivent déjà au moins 5 années d'études et de formation avant d'être titularisés. Il n'y a donc aucun allongement réel.

* Le projet prévoit la suppression de l'année de stage ; les jeunes recrutés enseigneront donc à plein temps dès leur première rentrée, sans autre formation qu'un stage limité pendant le 2e semestre de M2, et sans autre soutien.

* Dans tous les cas, cette formation s'ajouterait à un service d'enseignement complet. Comment à la fois préparer des cours, les assurer, et corriger des copies, tout en continuant à devoir suivre des cours et rendre des travaux en tant qu'étudiant?

Par ailleurs, il faut ajouter à cela que les étudiants devront attendre une année de plus avant d'être payés puisque l'année de stage disparaît, ce qui accroîtra les inégalités sociales (c'est peut-être pourquoi le ministère prévoit de manière bien peu républicaine qu'« en cas de difficultés de constitution d'un vivier d'étudiants de masters pour les collectivités et départements d'outre-mer, un examen spécifique sera envisagé » – l'emploi du terme d'*examen* au lieu de *concours* mérite d'être souligné). Enfin, on exigera des enseignants à 60/65 ans, 42 annuités de traitement pour leur accorder une retraite à taux plein, ce que peu atteindront étant donné l'âge assez élevé des recrutés actuels. On voit donc que le gouvernement entend reprendre d'une main bien plus que ce qu'il semble généreusement accorder de l'autre.

Cette réforme s'inscrit dans une politique budgétaire, qui fait de la suppression de postes dans la fonction publique la seule variable d'ajustement du gouvernement. De 2002 à 2012, 140.000 postes devraient avoir disparu dans l'Éducation nationale, dont 35.000 entre 2007 et 2009. Or la seule suppression de l'année de stage en IUFM permettra d'économiser 15.000 postes. Pour éviter que la situation ne tourne au chaos, le ministère multiplie les expédients :

La réforme des lycées annoncée par X. Darcos permettra de faire d'innombrables économies, notamment avec la réduction du volume horaire de cours pour les élèves (975 heures au lieu de 1100 en seconde) ; de plus, la modularisation rendra la plupart des matières optionnelles (y compris les mathématiques et l'histoire/géographie) et permettra de délivrer aux élèves des enseignements en fonction ni d'un programme national, ni de leurs attentes, mais des disponibilités locales en enseignants, rendues encore plus flexibles par la bivalence (avec une réduction probable du nombre de CAPES, actuellement 22, au moyen de fusions entre disciplines).

[...] On verra donc grossir considérablement le volant d'enseignants précaires, disponibles pour occuper des emplois de contractuels, recrutés en CDD de 10 mois pour effectuer 24 h de cours hebdomadaires, ou de vacataires, chassés des établissements sans droit au chômage après avoir effectué 200 h d'enseignement.

Comme bien souvent, l'argument budgétaire sert de justification à une attaque généralisée contre la connaissance et ses modes de transmission.

[...] J-C. Michéa développe la théorie selon laquelle l'enseignement serait passé d'un enseignement tourné vers la culture générale et l'émancipation intellectuelle du citoyen, à une

formation préparant l'individu à la compétition économique du XXI^e siècle.

[...] Pourquoi le marché s'accommode-t-il de la destruction de l'instruction – analphabétisme et inculture – d'une majorité d'élèves ? Parce que ces élèves sont de futurs consommateurs et qu'il est vital pour l'économie qu'ils soient le moins cultivés et le plus aliénés possibles afin d'offrir un minimum de résistance aux campagnes publicitaires. L'enracinement culturel et l'érudition étant, en effet, des obstacles évidents à l'efficacité de la propagande consumériste...

On bavarde interminablement sur la crise de l'enseignement, chaque ministre produit sa réforme, et on laisse de côté, et pour cause, l'essentiel. Comme le disait déjà Platon, il y a 2500 ans, à la base de toute acquisition et de toute transmission de savoir, il y a l'*eros* : « l'amour pour l'objet enseigné qui passe nécessairement par une relation affective spécifique entre enseignant et enseigné ».

On peut alors comprendre le mouvement qui, depuis 30 ans, transforme l'école dans un sens toujours identique : sous la double invocation d'une "démocratisation de l'enseignement", et de la "nécessaire adaptation au monde moderne", c'est l'école du capitalisme total, qui veut maintenir la gouvernabilité des 80 % d'humanité dont l'inutilité a été programmée par la logique libérale. Dans cette optique, relève Michéa, ne subsisteront plus alors que « des pôles d'excellence où l'on continuera à transmettre de façon sérieuse, sur le modèle de l'école classique, le minimum de culture et d'esprit critique sans lequel des savoirs sophistiqués n'ont aucun sens, une "école" destinée aux futurs techniciens moyens qui ne délivrera que des savoirs jetables grâce à l'enseignement multimédia à distance et enfin, pour la masse, une "école" où l'on enseignera l'ignorance, grâce à la formation des maîtres ad hoc dans les IUFM, une école "lieu de vie" ouverte à tous les vents où les professeurs deviendront des animateurs chargés d'activités transversales, de sorties pédagogiques [...] et qui "produira" une jeunesse apte à la consommation généralisée, gouvernée par la satisfaction immédiate de ses désirs. »

Et l'auteur conclut : « il ne faut plus se poser la question de savoir quel monde nous laisserons à nos enfants mais quels enfants nous laisserons au monde... ». Car il faut bien se poser la question, finalement, face à tout ceux et celles qui continuent à dire que le niveau des élèves augmente et que les réformes mises en place depuis deux décennies (à grand coups de démagogie et de pseudo-modernité) sont bonnes pour les élèves, de savoir pourquoi il n'y a plus aujourd'hui que 1% de fils d'ouvriers qui intègrent l'Ecole Polytechnique alors qu'en 1950 il y en avait 25%?

Laetitia Bombe

Cinquième extrait

Le mouvement syndical mondial se divise après la Seconde Guerre mondiale : les syndicalistes américains et les syndicats européens non communistes créent en 1949 la Confédération internationale des syndicats libres (CISL), les forces d'inspiration marxiste restent dans la Fédération syndicale mondiale (FSM) et les démocrates-chrétiens sont regroupés dans une petite internationale chrétienne. La Confédération européenne des syndicats (CES) est créée en 1973 par les organisations CISL européennes, auxquelles se joignent en 1974 les organisations syndicales confessionnelles et – moins rapidement – les organisations qui ont quitté la FSM (la CGT française est finalement acceptée en mars 1999). La CES regroupe aujourd'hui 76 organisations syndicales de 34 pays et 11 fédérations sectorielles européennes. Certains syndicats restent néanmoins en dehors de la CES, soit parce

qu'ils adhèrent à d'autres structures autonomes ou catégorielles (la CGC française adhère ainsi à une petite Confédération européenne des cadres), soit parce qu'ils jugent la CES insuffisamment critique vis-à-vis des orientations néo-libérales des institutions européennes (c'est pour l'instant la position de l'Union syndicale «groupe des 10 »).

A partir de l'exemple du syndicalisme, nous allons analyser les conditions sociales d'accession aux espaces internationaux. Ces derniers requièrent des compétences spécifiques (langues internationales...), qui peuvent paraître éloignées de celles du syndicaliste, particulièrement en France, où c'est le modèle du militant politique (armé de son expérience de terrain) qui prévaut. Deux grandes questions se posent alors :

Comment se construisent les dispositions et les savoir-faire internationaux dans le milieu syndical ?

Dans quelle mesure peut-on définir un « capital international militant », distinct des ressources mobilisées par les hautes classes et par les élites ?

Un premier constat, d'abord : les syndicats sont peu représentés dans les institutions européennes. Ceci s'explique dans la mesure où les employeurs s'opposent constamment à l'élargissement des compétences au niveau de la politique sociale européenne pour les syndicats, et les Etats sont réticents à l'idée de perdre leurs prérogatives dans ce domaine. [...] Ainsi la C.E.S au sein de la commission européenne n'a que peu de poids sur les grandes orientations de l'intégration européenne ou sur les politiques macroéconomiques¹. D'ailleurs cette intégration de la logique syndicale dans l'univers des professionnels de l'Europe, est la source de critique. Car elle s'adresse au syndicalisme de dirigeant et d'expert dont le mode de fonctionnement diplomatico-administratif semble éloigner des logiques militantes².

[...] En effet, les militants définissent les compétences légitimes de telle sorte que la connaissance linguistique est déniée au profit des qualités « du bon syndicaliste ». L'inscription dans la durée, l'ancienneté, qui a permis d'acquérir un certain nombre de compétences pratiques, est opposée aux compétences plus théoriques obtenues académiquement de manière plus rapide. S'oppose aussi le facteur « humain », ou « personnel », à l'anonymat de l'expert. Et, bien entendu, à l'encontre de la formation « par le haut », le fait d'être d'origine ouvrière, qui représente un capital symbolique fort dans le monde syndical. De ce point de vue, les compétences internationales ne sont pas reniées, mais à condition qu'elles ne soient pas uniquement acquises académiquement. Elles peuvent en ce sens être relatives à l'exil, à l'immigration, au militantisme international, à la Fédération Syndicale Mondiale, etc. Et surtout se baser sur un réseau de connaissances issu des différentes expériences de terrain.

Une tendance grandissante au recrutement, de la part du syndicalisme européen, de salariés diplômés en dehors du champ syndical vient concurrencer les définitions militantes précédentes. Cette opposition inscrite entre des recrutés sur compétence – dont la légitimité est plutôt technique, obtenue par formation – et des élus syndicaux – dont la légitimité est cette fois-ci plus politique, issue d'une représentativité acquise par élection – se redoublent en terme d'âge, de niveau d'étude, d'origine sociale et de genre. Mais tout converge vers un même point de rupture : le dévouement du militant pour la cause s'oppose au carriérisme supposé des diplômés.

¹ John Erik Dølvik, *L'Émergence d'une île ?*, Bruxelles, ISE, 1999.

² Jean-Marie Pernot, « Une université européenne du syndicalisme ? L'Europe des syndicats », *Politix*, 43, 1998, p. 53-78.

[...] Cette opposition entre les « vrais » militants et le syndicalisme « technocratique » (dont les pays nordiques fournissent le meilleur exemple) permet de comprendre le cas français, moins représenté dans la C.E.S du fait de la faiblesse des adhésions³. Les jeunes générations du syndicalisme européen, en effet, se légitimant en retour en fonction du modèle fourni par les pays nordiques, en parlant d'identité européenne (voir internationale), comme du futur, opposée à l'archaïsme partisan du modèle français.

Jérémie Diot

Sixième extrait

Pour commencer, pourquoi ai-je choisi de travailler sur le sujet des Médias et de la contestation universitaire ? Très simplement après une confrontation avec mes parents : « tu te foutrais pas un peu de nous ? On en entend parler nulle part de cette grève ! ». De plus : « c'est dégueulasse ils sont payés ! ».

[...] Pourquoi, alors que cette grève des enseignants-chercheurs est la plus longue que nous n'ayons jamais connue, nous entendons seulement parler des étudiants pénalisés et des enseignants payés à faire grève, mais jamais de l'ampleur de la contestation, ni des raisons de cette mobilisation.

[...] Si on ne peut pas réellement parler de dépendance politique des médias en France, il y a par contre une dépendance économique certaine. Les journaux ont des propriétaires et des orientations, qu'importe l'engagement politique du journaliste, la majorité des médias ont le portefeuille à droite.

Supposons maintenant que les propriétaires des journaux et les annonceurs n'imposent aucune restriction journalistique, les médias ont quand même une exigence déterminante : faire de l'audience. Ainsi l'information devient une marchandise : elle doit répondre à une demande.

[...] Entre deux informations, le journaliste préférera traiter de celle ayant une plus grande proximité et une préoccupation quotidienne avec le public. Une fois qu'on détient l'information, il faut en faire une fiction simple, exhaustive et compréhensible en un temps réduit. L'histoire doit être simple et courte pour être accessible au plus grand nombre. Le journaliste n'est pas là pour proposer des énigmes aux spectateurs.

[...] Pourtant les médias sont un outil essentiel pour les mouvements sociaux. Ce sont eux qui vont donner la couleur du mouvement et qui vont contribuer à sa plus ou moins bonne réussite. Les partenaires sociaux peaufinent ainsi leur maîtrise du langage médiatique afin d'établir et de renforcer leur visibilité dans les médias. Ils cherchent en effet à influencer le traitement que font les médias du dialogue social, et à orienter, par leur intermédiaire, l'opinion publique.

[...] A contrario les mouvements sociaux s'organisent aussi en fonction de ce que disent les médias. En effet les médias contribuent à modifier l'organisation et l'image des acteurs sociaux. Pour continuer à avoir une retombée médiatique, les mouvements sociaux

³ On peut distinguer trois groupes de pays: les pays scandinaves, où le taux de syndicalisation est élevé, souvent supérieur à 70%, les pays où le taux est «moyen» (entre 30% et 40 %) comme l'Angleterre, l'Italie, l'Allemagne, le Portugal, et ceux où le taux de syndicalisation est inférieur à 20% comme l'Espagne ou la France, qui est le pays d'Europe où le pourcentage de syndiqués parmi la population active est le plus bas (moins de 9 %). Voir Bernhard Ebbinghaus et Jelle Visser, *Trade Unions in Western Europe since 1945*, Londres, Macmillan/Palgrave, 2000.

doivent se conformer à cette image, et continuer à rentrer dans « l'histoire » que les médias auront produite de l'événement. Car la fiction suffit, pour le peu qu'elle acquiert suffisamment de force afin de se substituer à la réalité dans l'esprit des protagonistes, et à peser ainsi sur le cours des événements. Le discours journalistique transforme la réalité qu'il décrit, en l'imposant aux protagonistes des mouvements sociaux eux-mêmes. La simplification opérée par les journalistes, le choix du scénario qu'ils effectuent dès la première heure du conflit, orientent tous les discours jusqu'à ceux des manifestants eux-mêmes.

[...] Dans le cas de la contestation universitaire, on constate un discours médiatique léger. Cela vient du fait de la lassitude des journalistes qui voient dans les grèves de l'Education Nationale un « marronnier ». D'autant plus qu'à cette lassitude « classique » s'en ajoute une autre, causée par un mouvement qui traîne en longueur. Il manque au mouvement universitaire le piment du scandale pour en faire un produit attrayant.

[...] Cette manière qu'ont les médias de traiter les conflits sociaux et notamment celui de l'Université, a pour but de substituer le consensus au conflit. Les discours frappent d'invisibilité le discours des opposants par la négation de leurs paroles. Très généralement on stigmatise les opposants aux réformes néo-libérales en imposant une perception de la réalité qui disqualifie leur parole. *Les médias donnent en effet une image conservatrice des mouvements sociaux* (c'est le correcteur qui souligne). Tous ces discours médiatiques qui énoncent par exemple des « vérités économiques incontournables » ont pour effet de flétrir les revendications qualifiées d'irrationnelles, d'archaïques... Et de stigmatiser les grévistes et les manifestants qui refusent de se rendre à l'évidence. Il m'arrive par exemple souvent de lire un article du *Monde*, et de remettre en doute mes convictions à cause de leur faculté à sous-entendre qu'eux seuls ont tout compris.

[...] Les médias veulent que le mouvement cesse, pour en apporter une conclusion rapide. Ils ont donc essayé de construire une opinion publique anti-gréviste et ont mis en scène une comparaison constante avec Mai 68. Il s'agit ici d'une comparaison avec un événement qu'on pourrait presque considérer de « patrimoine médiatique ». Les médias ont développé une mythologie de cet événement à laquelle tout mouvement ultérieur doit se rapporter. Cela témoigne d'une incapacité totale à saisir la spécificité de tout mouvement. Tout événement doit subir la confrontation avec l'absolu de l'événement politique qui ne fait que grossir à l'aide de l'imaginaire médiatique. Cela aboutit à une société civile fictive avec un interlocuteur qui désormais n'existe plus. C'est un monde parallèle dans lequel les problèmes de la légitimation, de la communication, de la représentation et du rapport entre faire et dire ont été complètement bouleversés. On est plus dans le cadre de la réalité, l'événement est une fiction avec une fin certaine et heureuse. Seul compte la mise en scène du spectacle de la politique-spectacle.

Quand on sait que le regard du journaliste sera de manière immédiate le regard avec lequel des millions de personnes observent les faits, je dis qu'une réforme radicale des métiers du journalisme est urgente [...] !

Les effets qui dérivent de ce genre de traitement médiatique, recherche continue de distractions immédiates et d'émotions éphémères, sont nocifs pour la vie de l'esprit, en particulier en ce qui concerne la réflexion pondérée qu'exige une société démocratique. Il est nécessaire que les Universités puissent promouvoir des initiatives qui divergent de ce que propose le marché. Mais quelles Universités ?

Zoé Leroy

Septième extrait

En novembre 2005 les émeutes éclatent dans les banlieues aux quatre coins de la France, il y a des records de voitures brûlées, des affrontements constant avec les forces de l'ordre. En bref, les banlieues françaises font la une des journaux du monde entier. Aux États-Unis les journaux parlent même de « guerre civile ».

L'Etat a besoin de trouver des têtes à couper, et envoie les forces de l'ordre très tôt le matin faire des descentes dans les banlieues pour interpellier des jeunes, chez eux, de manière assez hasardeuse.

Mais à croire que cela ne suffira pas, l'État pointe du doigt toutes ces années où le rap s'est fait une place dans l'esprit des banlieues, et des rappeurs (parfois à la « retraite » à l'époque des accusations) sont convoqués au Tribunal. Pour beaucoup ces derniers sont les seuls responsables des événements de Novembre 2005. Il fallait bien trouver des coupables pour payer ce mouvement violent de masse.

Depuis l'année dernière, une question s'est emparée de toutes les rédactions. Depuis la découverte des activités musicales de Pierre Sarkozy, toutes s'interrogent en effet : et si Neuilly était la nouvelle terre du rap français ? Chacun y va de sa petite allusion et le débat, en apparence bénin, nous place sur un terrain miné par les préconçus. Il déborde aujourd'hui largement les entrefilets people et met en avant une rupture : celle du rap français.

Pierre Sarkozy, sous le pseudo Mosez, travaillait avec des grands du milieu tel que Timbaland (US). A cette annonce, les députés du royaume manquèrent de s'étouffer. A l'Elysée c'est silence radio. Par delà le périphérique, le malaise était partagé. Au micro de Générations, Poison, petite frappe du rap français, tentait maladroitement de justifier ses accointances avec le fils de l'ennemi suprême, auteur d'une production sur son futur album : « A la base, je ne savais pas que c'était le fils de Sarko, je l'ai su il y a six ou sept mois. Quand je l'ai appris, j'ai péte un câble, je l'ai appelé. Il m'a dit : Poison, je ne voulais pas te le dire, tu n'aurais plus voulu traîner avec moi. »

Le fils du président aurait-il indirectement provoqué, à son échelle, les émeutes de 2005 ?

Deux sociologues se sont penchés sur les émeutes de Novembre 2005, Beau et Pialoux posent : « Colère passagère ou expression d'un profond malaise qui révèle les tares de la société dans son ensemble ? ». Ainsi ces deux sociologues ont menés une étude dans l'histoire mais aussi sur le terrain, et ont compris que les émeutes sont le résultat de tout un engrenage qui débuta dès l'entassement des minorités dans les différentes banlieues pendant les années 70-80. Et la situation empira, particulièrement à partir de 1993, quand l'augmentation du chômage, exponentielle, toucha tout particulièrement les jeunes des banlieues.

Le problème des banlieues est un feu qu'on a essayé de cacher puis qu'on a essayé d'étouffer. Seulement au fil des années, le problème s'est de lui-même envenimé. Certains disent qu'ils « le voyait venir » depuis des années. Si ce problème de ségrégation et de ghettoïsation ne se résolve pas, on risque dans quelques temps de replonger dans une période aussi sombre que novembre 2005. Qui seront alors les nouveaux responsables ?

Mourad Feddani

Huitième extrait

Journalistes, porte-parole des groupes réformistes et militants non-violents dérangés par la présence et les actions des Black Blocs concluent trop souvent que les Black Blocs sont anarchistes parce qu'ils ont recours à la force. Il s'agit là d'un amalgame fallacieux qui laisse dans l'ombre trois faits importants : toutes les idéologies politiques et mêmes religieuses ont su justifier la violence de leur partisans lorsque cela leur convenait ; l'anarchisme compte beaucoup de partisans non-violents et certains Black Blocs ont participé à des manifestations sans avoir recours à la force.

Si les Black Blocs sont de sensibilité anarchiste, ce n'est pas en raison de leur potentiel violent mais bien plutôt parce qu'ils fonctionnent de façon égalitaire et libertaire ; en d'autres mots, leur structure et leur processus de prise de décision sont non autoritaires et non hiérarchiques. Quiconque vêtu de noir peut en principe se présenter à une manifestation et se joindre au contingent noir. Mais un Black Bloc est d'abord un regroupement de plusieurs « groupe d'affinité », une expression très répandue au sein du mouvement « antimondialisation » et qui provient de la tradition anarchiste (de tels groupes – *grupos de afinidad* – existaient dès la fin du XIXe siècle dans la mouvance anarchiste espagnole). Un groupe d'affinité est généralement composé d'une demi-douzaine à quelques dizaines de membres. L'affinité entre les membres s'explique par les liens qui les unissent – ce sont des amis, des camarades d'études, de travail ou de groupes politiques – et ils ont en partage une sensibilité à l'égard du type d'actions qu'ils entendent mener, de la façon de les mener ainsi que des modalités d'interaction sociopolitique qu'ils désirent établir et maintenir entre eux. Les réunions au sein des groupes d'affinité fonctionnent sur le mode de la démocratie directe, mais la recherche du consensus y est privilégiée et le recours au vote plutôt rare.

[...] Lorsqu'à la télé nous apprenons qu'il y a eu des manifestations de types bloc, nous apprenons immédiatement la casse occasionnée par ces dernières, sans jamais relever la symbolique politique des destructions... Par exemple récemment lors du contre-sommet de l'OTAN à Strasbourg, nous apprenons qu'un « Hôtel Ibis » a été incendié. Il est certain que cette action paraît très peu politique et violente, ce qui tend à donner raison aux médias. Pourtant, ce qui n'est pas dit, c'est que ce geste est d'une portée politique puisqu'en effet le groupe « Ibis » appartient au grand groupe financier « Accord »... Cet incendie est donc bel et bien d'une portée politique témoignant d'un refus radical du capitalisme. L'intérêt des médias au service du capital est bel et bien de désinformer les masses en inspirant une crainte.

Dans une situation de crise la radicalité peut s'imposer comme une nécessité en réponse directe à la violence directe commise par l'état.

Baptiste Roger

Neuvième extrait

Une ambiguïté subsiste quand au rôle des forces de l'ordre lors de ce genre de sommet (celui de l'OTAN à Strasbourg par exemple). Sont-ils là pour protéger les manifestants ou les réprimer violemment ? Ils ont donné l'impression de contrôler et de permettre dans une certaine mesure les débordements afin de donner une image sensationnelle et négative de la contestation pour justifier par la suite une politique d'autant plus répressive, comme par exemple le renforcement des vidéosurveillances ou encore l'interdiction du port de la cagoule. En effet, lors du sommet de l'OTAN, les forces de l'ordre ont mis deux longues heures avant d'intervenir lors de l'incendie de l'hôtel au cœur d'un quartier populaire de Strasbourg en

avril 2009. De plus, lors de ces sommets, la liberté de manifestation est également mise à mal, les policiers ont largement empêché le défilé des associations pacifistes pour finalement agresser gratuitement des manifestants inoffensifs. D'un point de vue plus large, le rôle de la police est de plus en plus répressif, ce qui me rappelle la sentence d'un célèbre film : « la police nous protège mais qui nous protège de la police ? ». La surveillance policière se fait de plus en plus insidieuse, la politique sécuritaire des gouvernements occidentaux me rappelle une funeste passade du siècle dernier où la collaboration a connu son heure de gloire. Enfin, le policier en tant qu'individu ne devrait-il pas faire preuve d'un certain discernement pour sauvegarder sa dignité et celle de ses concitoyens face aux ordres qu'on lui somme d'appliquer. « Ils perdent leur conscience lorsqu'ils vous frappent, ils perdent leur humanité lorsqu'ils vous tirent dessus. »

[...] La désobéissance civile est le refus de se soumettre à une loi, un règlement, une organisation ou un pouvoir jugé inique par ceux qui le contestent.

Cet acte non-violent, décidé en conscience, et contraire à la loi, est accompli dans le but d'amener un changement dans la loi ou dans la politique du gouvernement. Le désobéissant différencie parfaitement lois et justice car il contourne les lois afin de répondre à un idéal en matière de justice. Cependant, la désobéissance civile a un code très précis.

Tout d'abord, la désobéissance civile est une infraction consciente et intentionnelle. Le désobéissant est un dissident, il n'est pas un délinquant. Il ne se désolidarise pas de la collectivité politique à laquelle il appartient : il ne refuse pas d'être solidaire, il refuse d'être complice. On peut prendre l'exemple de Martin Luther King qui se servira de la désobéissance dans sa campagne lors de l'occupation des « noirs » dans des espaces réservés (légalement) aux « blancs ». Ensuite, la désobéissance civile est avant tout une attitude publique, ce qui représente une valeur symbolique. Ainsi, cette attitude vise à modifier le sentiment de l'opinion publique. [...]

En conclusion, il est important de finir sur une citation des résistants : « Frères et sœurs c'est l'heure de la dignité, c'est l'heure de regarder et de nous regarder sans honte et sans peur, c'est l'heure de lutter. Ouvrez donc vos cœurs, nos guerriers, prépare les pieds que nous t'avons donné, ouvre bien les yeux et les oreilles que nous sommes. Deviens notre parole, tu ne seras plus toi, maintenant tu es nous. Alors marche, marche la terre de l'autre, marche et parle, prends notre visage, prends notre voix, notre regard avance. Fais-toi notre oreille pour écouter la parole de l'autre. Tu ne seras plus toi, maintenant tu es nous. Descends de la montagne et cherche la couleur de la terre qui vibre dans ce monde. Tu ne seras plus toi, maintenant tu es nous. » Les prisons sont trop petites pour tous nous contenir, les rues nous appartiennent.

Emilie Chadaine

Dixième extrait

Dans la vision occidentale, le monde est divisé entre ce qui relève de la nature et ce qui relève de la culture. Dans nos sociétés on ne vit pas en osmose avec la nature, elle nous est extérieure. Mais aujourd'hui on se rend compte que le mode de vie occidental met en danger l'environnement, que notre culture détruit peu à peu la nature. De plus il apparaît que ce mode de vie capitaliste, qui dégrade la nature, est remis en question car il n'arrive plus à satisfaire la population. [...]

Ces préoccupations écologiques ont abouti à la notion de « développement durable », qui a vu le jour en 1968 au Club de Rome. Il s'agit d'un « développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs. » Ici l'écologie essaie d'adapter le système capitaliste aux urgences environnementales. Il s'agit d'opérer un changement dans les modes de production afin qu'ils soient plus respectueux des ressources naturelles. Le développement durable veut allier le progrès technique, la productivité et l'environnement. Le capitalisme doit continuer à produire, mais mieux, plus intelligemment. Les écologistes, ici, veulent que le système capitaliste soit transformé en profondeur, mais qu'il garde ce qui a fait sa force et son succès.

Il apparaît par ailleurs une branche de l'écologie qui adopte une position plus radicale. Il s'agit de prôner la « décroissance ». Cette notion a également vu le jour, pour l'essentiel, au Club de Rome. Cette idée a pris une place de plus en plus importante avec l'accroissement des préoccupations environnementales. Il ne s'agit plus de s'adapter au système économique en faisant des efforts pour l'écologie. Les décroissants proposent un autre système. Pour eux la croissance n'est pas durable, on ne peut pas produire sans cesse, il y aura forcément une fin et ils proposent que ce soit maintenant, afin de s'organiser sans porter atteinte à l'environnement. Ils réfutent la production et la consommation du modèle capitaliste. Les décroissants n'acceptent pas les valeurs et normes de ce système. Ils critiquent la société de consommation car elle consiste, selon eux, en une accumulation de biens de consommation par les ménages, qui n'est pas essentielle et qui n'amène pas forcément un accroissement du bien-être. Leurs critiques se concentrent sur les pays les plus pollués et destructeurs de ressources naturelles, c'est-à-dire en grande majorité les pays riches. Les décroissants veulent un autre ordre économique mondial, que le système de production soit radicalement modifié, en opérant une baisse de la consommation chez les pays riches. Ils ne sont pas d'accord avec les principes du développement durable, ils vont plus loin et remettent en question les notions de progrès et de développement qui sont, selon eux, des visions unidirectionnelles de l'histoire (tout comme a pu l'être l'« évolutionnisme social » au temps de Morgan ou Frazer). [...] Les décroissants demandent un monde où l'homme serait plus respectueux de la nature mais aussi d'autrui. On remarque une envie de changer les valeurs et les normes de nos sociétés, mais aussi de l'ordre mondial. Le concept de décroissance, qui s'applique aux pays riches, permettrait une réduction de la fracture Nord/Sud, donc une réduction des inégalités au niveau mondial. Ce mouvement propose une vision plus humaniste du monde qui rapproche l'homme de la nature et des siens.

[...] Avec la crise économique apparue ces derniers temps, le monde entier s'est aperçu que le capitalisme était un système de nature instable et incapable, en fait, de s'autoréguler. Les dérives dues au capitalisme se sont montrées trop nombreuses. La crise, partie des Etats-Unis, a gagné l'ensemble des pays riches et a entraîné fermetures d'usines, licenciements massifs... Les difficultés d'un secteur de l'économie américaine se sont répandues à l'économie générale des grandes puissances. Il a suffi d'une faille, l'excès d'endettement des ménages américains, pour que l'économie mondiale sombre dans la récession. [...] Lorsqu'un détail fait trembler durablement tout un ensemble et met des gens à la rue, c'est que le système n'est plus approprié.

[...] Ceci montre peut-être que F. Fukuyama avait tort avec sa théorie de la « fin de l'Histoire ». En 1989, celui-ci a effectivement publié un article dans lequel il explique qu'on avait abouti à la fin de l'évolution de la pensée humaine. Selon lui on ne pouvait pas retourner en arrière et il n'y avait plus d'avancée possible. Nous sommes arrivés à la démocratie avec un système libéral, qui a pris la forme du capitalisme, et nous n'en

changerons plus, car c'est l'aboutissement de notre pensée. Mais aujourd'hui on peut penser que le capitalisme n'est pas une fin, et émettre l'hypothèse que l'on soit arrivé au terme de ce système.

[...] On peut alors imaginer que la décroissance soit envisagée comme une réponse à la crise. Le capitalisme ne fonctionne plus, essayons un système qui ne s'autodétruit pas. De toute façon il se base sur l'exploitation et aurait entraîné une raréfaction puis une disparition des ressources naturelles, donc une impossibilité future de produire. Ici ce serait un système plus saint, où la nature serait protégée et où donc nos futures conditions de vie seraient assurées. Essayons un système où la production et la consommation ne seraient pas les maîtres mots. Chacun produirait à son échelle, selon les besoins réels et consommerait seulement ce dont il ne peut se passer. La décroissance permettrait au moins d'éviter les crises économiques mondiales dans le sens où l'économie serait locale. En effet, afin de ne pas abîmer la planète, les transports seraient réduits. Il s'agirait de produire local, donc les crises seraient locales. En diminuant l'échelle de production, on atténue les risques de crises pour les populations. S'il s'agit de trouver des réponses à plus petites échelles, on peut s'attendre à une gestion plus humaine des crises, c'est-à-dire plus attentive aux véritables causes et conséquences des problèmes.

Agathe Daly

Les extraits qui précèdent ont été sélectionnés à partir de dix travaux

d'étudiants. Ce nombre est arbitraire : le résultat d'une sélection subjective de ma part que j'assume – comme j'assume également le fait d'avoir pu apporter quelques corrections à ces extraits, là où cela me paraissait nécessaire, afin d'en faciliter la lecture.

En guise de conclusion, je me permettrai d'ajouter quelques mots.

A l'encontre de l'idéologie néo-libérale qui fait incessamment appel à « l'évaluation de la recherche », nous avons voulu montrer ici que la « recherche » actuelle gagnerait sûrement en profondeur intellectuelle – pour le peu que cela puisse encore représenter l'un de ses objectifs – si elle se confrontait plus directement à une autre forme, plus traditionnelle, d'« évaluation » : celle qui, plus proche de l'activité d'enseignement, consiste à corriger des travaux d'étudiants. A savoir cette forme d'évaluation qui positionne les chercheurs non pas tant comme de serviles objets, mais comme des sujets libres – à moins d'admettre aujourd'hui la nécessité (évoquée précédemment par une étudiante) de créer une nouvelle police qui se chargerait de surveiller la police, afin de nous protéger de ses abus.

Mais encore faudrait-il alors que les travaux qu'il s'agit d'évaluer soient eux-mêmes d'une certaine qualité intellectuelle... C'est-à-dire que l'enseignement auquel ils répondent les pousse en ce sens. Et c'est bien là le problème qui se pose à nous aujourd'hui, puisque bien loin de tenir compte de cette interdépendance reliant, du moins à l'université, l'enseignement et la recherche, le « nouveau décret » gouvernemental concernant les enseignants-chercheurs n'a précisément d'autre conséquence que de dévaloriser le travail d'enseignement, et donc la formation intellectuelle des étudiants, en réduisant la qualité de la vie universitaire à une « évaluation de la recherche » basée sur les seuls critères de l'innovation technologique et de la rentabilité économique.

Ainsi le temps est peut-être venu d'affirmer ouvertement que *c'est dans l'enseignement que commence le travail universitaire, parce que c'est d'abord en enseignant qu'on apprend à penser*. Et, en retour, qu'*un chercheur sachant chercher sans enseigner ce qu'il cherche, est donc surtout, en fait, un bon menteur* – en ajoutant, finalement, que rien n'indique aujourd'hui, en déplaise à l'« optimisme » (cynique et nihiliste) de ceux et celles qui sont toujours les premiers à vivre avec leur temps, que les menteurs ne soient pas capables d'une certaine « solidarité », politiquement organisée, face à laquelle deviendrait de plus en plus difficile, même à l'université, l'exigence de faire entendre ce qui se rapproche, tant que possible, de la vérité.

Rémi de Villeneuve